Espagne. Des médecins se rebellent pour continuer à soigner les sans-papiers

08/08/2012 à 9h46

En Espagne, près de 900 médecins ont signé un manifeste où ils s'engagent à "*continuer à soigner*" dans le service public leurs patients en situation irrégulière, en dépit d'un décret qui limitera à quelques cas l'assistance universelle aux sans-papiers, à partir du 1er septembre.

"*Ma loyauté envers les patients ne me permet pas de manquer à mon devoir éthique et professionnel et de commettre un abandon*" explique le texte, signé mardi par 870 médecins sur Internet. En le ratifiant, ils entrent dans un mouvement d'"*objecteurs de conscience*" lancé en juillet par la Société espagnole de médecine de famille et communautaire, qui compte 19 500 médecins membres. Ils réagissent ainsi à une mesure controversée du gouvernement conservateur engagé dans un effort de rigueur sans précédent pour tenter de réduire son déficit public jusqu'à moins de 3 % du PIB en 2014.

A partir du 1er septembre, les immigrés en situation irrégulière n'auront plus accès au système gratuit de santé publique. Pour les sans-papiers, seuls les urgences pour maladie ou accident, suivi de grossesse, accouchement et post-partum et assistance sanitaire aux moins de 18 ans seront encore assurés gratuitement. Cette décision, ajoutée à une mesure visant à limiter le "tourisme sanitaire" des Européens non résidents disposant d'une assurance privée ou couverts dans leur pays d'origine, permettra d'économiser "*environ 1 milliard d'euros par an*" selon le gouvernement.

Comme en réponse au malaise des médecins, le ministère de la santé a indiqué mardi qu'il travaillait à la création de "conventions" payantes qui permettront notamment aux citoyens

non européens “*d’être reçus dans le système public*.”
Le Monde

Merci à Machin_Chose